Le Burundi conteste les accusations contenues dans un pré-rapport de l'ONU

@rib News, 23/09/2010 â€“ Source AFPLe gouvernement burundais a demandÃ© "avec insistance" au secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral l'ONU d'Ãªtre rayÃ© de la liste des pays impliquÃ©s, selon un prÃ©-rapport de l'ONU, dans les violations graves commises en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) entre mars 1993 et juin 2003."Le gouvernement du Burundi vient d'envoyer une note de protestation contre les allÃ©gations faites sur les ex-Forces ArmÃ©es Burundaises (FAB) et les ex-Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (FDD, ex-rÃ©bellion) au secrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral de l'ONU", selon un communiquÃ© signÃ© pa porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba.
Un rapport prÃ©liminaire des Nations Unies, qui recense les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire entre mars 1993 et juin 2003 en RDC, dÃ©taille les massacres, viols et pillages commis par des militaires de plusieurs pays et groupes rebelles de la rÃ©gion des Grands Lacs au cours des deux guerres qui se sont dÃ©roulÃ©es dans l'ex-ZaÃ¯re.Il met ainsi en cause l'ex-armÃ©e rÃ©guliÃ¨re burundaise et la rÃ©bellion des FDD dans plusieu violations graves des droits de l'homme en RDC durant cette pÃ©riode.Selon le communiquÃ© du gouvernement, les allÃ©gations portÃ©es contre les ex-FAB et les ex-FDD "n'ont pas de raison d'Ãªtre dans la mesure oÃ¹ ni l'un ni l'autre des deux ex-belligÃ©rants n'ont jamais Ã©tÃ© en collusion avec aucune des forces en prÃ©sence sur le sol de la RDC"."Le thÃ©Ã¢ des opÃ©rations" des belligÃ©rants burundais "a toujours Ã©tÃ© sur le sol burundais", assure le porte-parole.Les gouvernements burundais successifs ont toujours niÃ© Ãªtre intervenus aux cÃ´tÃ©s du Rwanda et de l'Ouganda pour chasser le prÃ©sident zaÃ¯rois Mobutu Sese Seko. Par ailleurs, selon des sources concordantes, les ex-rebelles des FDD Ã©taient alliÃ©s au rÃ©gime Mobutu et intÃ©grÃ©s dans son dispositif militaire.Le Burundi sort d'un longue guerre civile (1993-2006) qui a opposÃ© les FAB, alors dominÃ©es par la minoritÃ© tutsi, aux mouvements rebelles hutu, notamment les FDD, actuellement au pouvoir.Depuis 2005, le Burundi s'est dotÃ© d'une armÃ©e et d'une police paritaires entre les deux ethnies.
COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT1.Â Â Â Â Â AprÃ¨s analyse approfondie du projet de Â«Â rapport-mappingÂ Â» sur les violations graves des droits de lâ€™homme et de droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 en RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo, le Gouvernement du Burundi vient dâ€™envoyer, par le biais du MinistÃ¨re des Relations ExtÃ©rieures et de la coopÃ©ration Internationale, une note de protestation contre les allÃ©gations faites sur les ex-Forces ArmÃ©es Burundaises (FAB) et les ex- Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (FDD) au SecrÃ©tariat GÃ©nÃ©ral Nations unies Ã New York. 2.Â Â Â Â Â Ces allÃ©gations portÃ©es contre les ex- FAB et les ex- FDD nâ€™ont pas de raisons dans la mesure oÃ¹ ni lâ€™un ni lâ€™autre des deux ex-belligÃ©rants nâ€™ont jamais Ã©tÃ© en collusion avec aucune des fo prÃ©sence sur le sol de la RDC pour combattre qui que ce soit. En effet, les ex-FAB Ã©taient prÃ©occupÃ©es par la rÃ©bellion CNDD-FDD sans cesse croissante, Ã lâ€™intÃ©rieur du pays et ne pouvaient en aucun cas aller disperser leurs efforts pour faire la guerre Ã lâ€™Est du Congo. 3.Â Â Â Â Â Quant aux accusations profÃ©rÃ©es Ã lâ€™endroit des ex-FDD, elles ne so fondÃ©es, Ã©tant donnÃ© que lâ€™ancien mouvement politique armÃ©e CNDD-FDD nâ€™a jamais menÃ© dâ€™opÃ©ration lâ€™ex-ZaÃ¯re. Le thÃ©Ã¢tre des opÃ©rations a toujours Ã©tÃ© sur le sol burundais oÃ¹ il Ã©tait sous la pression de lâ€™arm gouvernementale burundaise (FAB). 4.Â Â Â Â Â Par ailleurs, le Gouvernement du Burundi tient Ã rappeler que la RÃ©publique du Burundi nâ€™a Ã©tÃ©, et Ã aucun moment associÃ© aux nÃ©gociations de SUN CITY en Afrique du Sud ou aux Accords d LUSAKA en Zambie, car ces pourparlers ne concernaient que les parties en conflit en R.D. Congo. 5.Â Â Â Â Â Le Gouvernement du Burundi a donc demandÃ© avec insistance au SecrÃ©tariat GÃ©nÃ©ral des Nations Unies, de retirer le Burundi de la liste des pays qui ont Ã©tÃ© impliquÃ©s dans ces violations. 6.Â Â Â Â Â Pour terminer, le Gouvernement du Bur rÃ©itÃ¨re son engagement au respect des droits de la personne humaine particuliÃ¨rement le droit Ã la vie. Câ€™est dans cet esprit quâ€™il condamne Ã©nergiquement les derniÃ¨res tueries perpÃ©trÃ©es par une bande de malfaiteurs qui viennent de manifester encore une fois leur vocation de criminels en massacrant sauvagement de paisibles ouvriers agricoles et du bÃ©tail Ã Rukoko au nord de la capitale Bujumbura. Le gouvernement sâ€™engage Ã traquer ces criminels pour que la justice leur applique le chÃ¢timent Ã la hauteur de leur forfait. Le gouvernement rÃ©itÃ¨re ses condolÃ©ances aux familles des victimes. Fait Ã Bujumbura, le 21 septembre 2010.Le SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral du Gouvernement et Porte parole du GouvernementPhilippe NZOBONARIBA